

Des approches innovatrices du développement durable sont adoptées en Amazonie brésilienne, mais il reste des problèmes économiques fondamentaux à résoudre

par Dr Jose Carlos Carvalho

Ministre de l'environnement
Brésil

LE DÉBOISEMENT continue en Amazonie. En tant que ministre de l'environnement, cette situation est loin de me réjouir, mais c'est la réalité. A mesure que la frontière agricole avance, la forêt recule et l'économie amazonienne progresse. Tel est le modèle de développement appliqué en Amazonie; et cette évolution se poursuivra inévitablement jusqu'à ce que de nouveaux modèles réalistes puissent être conçus.

Quelles sont donc les options? Examinons les 'exigences' qui se manifestent dans de nombreux pays développés en faveur de la conservation des forêts tropicales. Elles émanent de plusieurs préoccupations, qui tiennent notamment à la perte de diversité biologique et à la crainte que le déboisement libère du carbone dans l'atmosphère et contribue de ce fait au réchauffement de la planète. On peut en déduire que les forêts tropicales du Brésil et de beaucoup d'autres pays tropicaux assurent des services qui sont précieux pour la communauté mondiale, en particulier le piégeage du carbone et la conservation de la biodiversité mais également le maintien de la qualité de l'eau et de nombreux autres services.

Malheureusement, la seule possibilité pour ces pays de recevoir quelque rémunération que ce soit pour les ressources de leurs forêts semble résider dans une utilisation prédatrice ...

voire inexistants. Peu de pays tropicaux peuvent se permettre de faire face eux-mêmes aux coûts des services mondiaux assurés par leurs forêts. Malheureusement, la seule possibilité pour ces pays de recevoir quelque rémunération que ce soit pour les ressources de leurs forêts semble résider dans une utilisation prédatrice, sous la forme d'une exploitation forestière non durable ou du défrichement de la forêt au profit de l'agriculture, voire les deux.

Or ces services ne sont pas rémunérés. Pour l'instant tout au moins, les marchés mondiaux liés à la conservation de la biodiversité ou au piégeage du carbone sont modestes, voire inexistantes. Peu de pays tropicaux peuvent se permettre de faire face eux-mêmes aux coûts des services mondiaux assurés par leurs forêts. Malheureusement, la seule possibilité pour ces pays de recevoir quelque rémunération que ce soit pour les ressources de leurs forêts semble résider dans une utilisation prédatrice, sous la forme d'une exploitation forestière non durable ou du défrichement de la forêt au profit de l'agriculture, voire les deux.

Un des moyens qui permettraient à la longue aux pays tropicaux de couvrir la plupart des coûts des services mondiaux assurés par leurs forêts consisterait à développer leurs économies: à mesure que les pays s'enrichissent, ils disposent de davantage de ressources à consacrer à la conservation. Il semblerait raisonnable de penser que

les pays riches pourraient faciliter ce processus en acceptant la liberté des échanges.

Hélas, ce n'est pas généralement le cas. Les subventions accordées à l'agriculture par de nombreux pays riches, notamment l'Union européenne, le Japon et les Etats-Unis, vont à l'encontre de la capacité des pays tropicaux en développement de tirer des revenus de l'exportation de leurs produits agricoles. Récemment, on a estimé que les Etats-Unis et l'UE à eux deux subventionnent leurs secteurs agricoles à hauteur de 300 milliards de dollars environ par an. C'est pourquoi les prix que les pays en développement peuvent obtenir des produits agricoles qu'ils exportent sont deux fois moins élevés qu'il y a 20 ans; en toute logique, ne réaliser que la moitié des prix pour des cultures sur le double de la superficie de terres est une incitation de plus au déboisement. C'est la raison pour laquelle je trouve le moins bizarre la rhétorique de beaucoup de pays développés au sujet de 'l'atténuation de la pauvreté' dans les pays en développement. Le commerce international est dominé par les plus grandes économies et agit souvent en contradiction avec la rhétorique de lutte contre la pauvreté. Il est de plus en plus évident que sans changements fondamentaux dans l'ordre économique, l'expression 'développement durable' n'est qu'un simple slogan vide de sens.

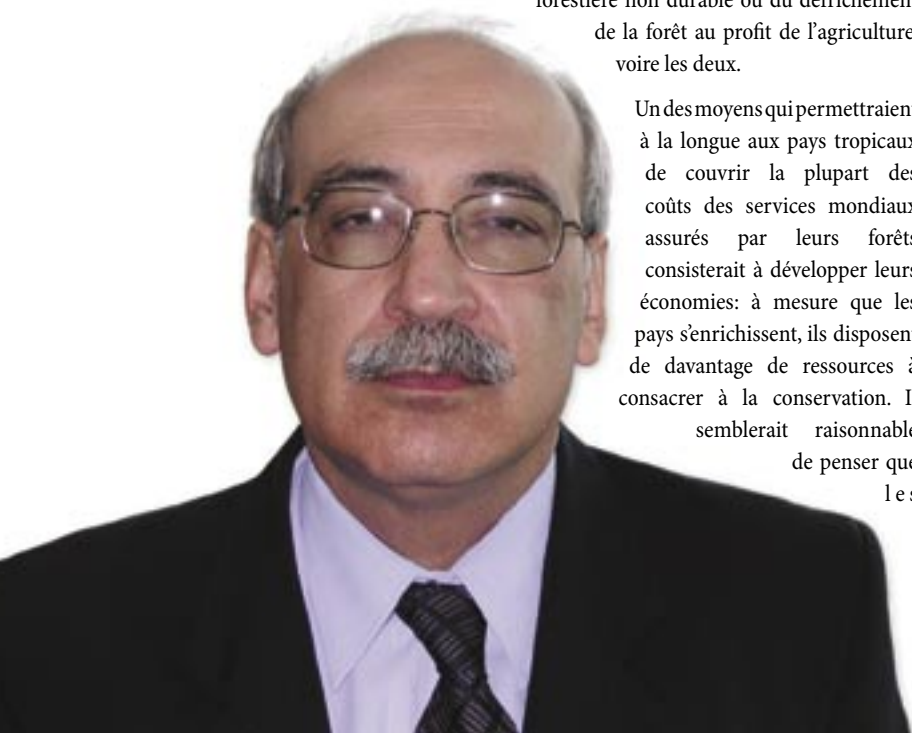
Les actions entreprises

Néanmoins, tout ne se présente pas sous de sombres couleurs. Au Brésil, nous faisons de notre mieux pour favoriser le développement durable en Amazonie. Je suis le premier forestier de profession à diriger le ministère de l'environnement au Brésil, auquel a été imparté un mandat global de politique environnementale et forestière au Brésil. J'étais précédemment, pendant trois ans, secrétaire exécutif (Vice-ministre) et c'est en cette qualité que j'ai coordonné les questions forestières.

Nous avons été témoins de quelques importants progrès. En 2000, nous avons mis en place le Programme forestier national brésilien à l'issue d'une vaste consultation ayant fait intervenir la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires. Au niveau institutionnel, nous avons créé le poste de secrétaire chargé des forêts et de la biodiversité et une direction au sein de l'IBAMA (Institut brésilien pour l'environnement et les ressources naturelles) pour diriger l'exécution du Programme forestier national au niveau fédéral.

Les activités qui débutent actuellement auront des incidences majeures sur le terrain. Par exemple, le ministère de l'aménagement du territoire a récemment approuvé une proposition du ministère de l'environnement de prévoir des crédits budgétaires de 200 millions de dollars EU sollicités auprès de la Banque mondiale, afin d'encourager l'adoption de meilleures pratiques de gestion des terres, telles que l'agroforesterie d'entreprises agricoles familiales de petite et moyenne échelle, dans le cadre de partenariats étroits avec le secteur privé. Ce prêt est maintenant à l'étude par la Banque mondiale.

Nous renforçons également l'application des lois. Par exemple, vingt Etats disposent maintenant de leurs propres polices des



Suite à la page 31

forêts chargées de faire respecter les lois forestières. Au cours de ces derniers mois, nous avons saisi 30 000 m³ d'acajou prélevés illégalement sur des terres indigènes en Amazonie. Ces efforts sont importants pour valider les entreprises d'exploitation forestière opérant légalement; les entreprises honnêtes ne devraient pas être pénalisées par l'existence d'opérations illicites. Si nous voulons que le développement durable soit réel, nous devons créer un climat d'investissement apte à préserver la compétitivité des entreprises qui opèrent dans la légalité

Un autre secteur de gestion forestière dans lequel le Brésil a considérablement progressé est celui de la lutte contre le feu. Le Brésil a l'un des meilleurs programmes de surveillance des feux de forêt sous les tropiques et nous avons récemment augmenté la capacité opérationnelle de protection et de lutte contre les incendies en Amazonie et dans des aires de conservation du pays tout entier; au cours des deux dernières années, nous avons réduit de 86% les cas de feu de forêt dans les aires de conservation. Notre capacité de lutte contre l'incendie est coordonnée au niveau national par l'IBAMA et soutenue par l'armée et une force d'intervention qui se déplacent par avion. Nous pouvons dès lors déployer 500 bombeiros (sapeurs-pompiers basés à Brasilia) vers tout point du Brésil dans un délai de 48 heures. Simultanément, nous constituons des réseaux locaux de sapeurs-pompiers chargés de la lutte préventive et active contre les incendies.

Autres solutions économiques

Les réformes institutionnelles de ce type sont importantes, mais elles ne sont pas suffisantes: il est essentiel de trouver d'autres solutions économiques pour assurer l'utilisation durable des ressources. Nous voulons changer le modèle classique du développement en Amazonie; à cet effet, le gouvernement fédéral a supprimé SUDAN, l'organisme traditionnellement chargé de promouvoir le développement de l'Amazonie. Pour le remplacer, nous sommes en train de mettre en place un autre organisme, l'Agence pour l'Amazonie, en vue de stimuler le développement durable grâce à de nouveaux modèles économiques. Cette agence aura la responsabilité d'un fonds pour le développement régional et son but est de réorienter l'investissement public pour stimuler les activités économiques telles que l'écotourisme et l'aménagement forestier durable sur la base de l'utilisation durable des ressources naturelles. Il existe un potentiel énorme de créer des emplois sans déboiser. Par exemple, le gouvernement brésilien a récemment établi en Amazonie un centre de recherche-développement en matière de biotechnologie. Ce centre, inauguré cette année dans la ville amazonienne de Manaus, est le plus grand de ce type en Amérique latine. La recherche portera sur la biodiversité des produits forestiers et sur le développement de l'utilisation de ces produits par les industries pharmaceutiques, cosmétiques et alimentaires. L'écotourisme est également stimulé grâce à un projet de 200 millions de dollars bénéficiant du soutien de la Banque interaméricaine de développement. Et nous investissons dans le zonage écologique et économique afin de structurer la frontière agricole.

Justice et équité

Le partage juste et équitable des bénéfices tirés de l'exploitation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles

est un problème critique pour le gouvernement national. Une nouvelle loi nationale a été conçue pour le résoudre. La composante principale de cette loi vise à réglementer le partage des bénéfices de l'utilisation des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles, conformément à l'esprit et à la lettre de l'article 8j de la Convention sur la diversité biologique. Nous avons formé une commission qui en surveillera l'exécution.

Coopération internationale

J'espère avoir adéquatement rendu l'idée que le gouvernement brésilien s'efforce, avec la coopération de nombreux acteurs de la société civile, d'instaurer un développement durable en Amazonie. Mais il me paraît hors de doute que la coopération internationale est essentielle pour compléter ces efforts nationaux, en particulier dans le développement de régimes d'aménagement forestier durables et rémunérateurs. L'OIBT est une organisation capable d'étayer ce qu'elle prêche avec l'action, mais elle pourrait et devrait faire davantage pour soutenir l'aménagement forestier durable et la certification et pour lutter contre l'exploitation forestière et le commerce illicites. Je profite de ce bulletin pour lancer un appel afin que ces questions forestières fondamentales soient privilégiées dans les programmes de l'Organisation et pour que davantage de ressources soient mises à sa disposition.

Vue embrumée du Sommet mondial

Le Sommet mondial sur le développement durable s'est terminé le 4 septembre sur des réactions partagées. Si les personnalités de l'ONU l'ont déclaré un succès, de nombreuses organisations non gouvernementales l'ont qualifié d'échec.

Le principal résultat du Sommet consiste en un document de 27.000 mots approuvé par la plupart des gouvernements participants, qui représente un Plan de mise en oeuvre destiné à orienter les efforts qui devront être déployés pour réaliser le développement durable.

Le principal engagement que définit ce document vise à réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de gens qui n'ont pas accès à la salubrité et à l'eau potable. Les pays se sont en outre engagés à constituer un 'fonds mondial de solidarité' destiné à éliminer la pauvreté et à promouvoir le développement social et humain dans les pays en développement. Mais les contributions à ce fonds seront volontaires.

S'agissant de la certification, les pays ont convenu d'élaborer et d'adopter, dans les cas appropriés, sur une base volontaire et à l'intention des consommateurs, des moyens d'information efficaces, transparents, vérifiables, n'induisant pas en erreur et non discriminatoires pour diffuser des informations relatives à la consommation et à la production durables. Cet accord précise que ces moyens 'ne devraient pas être employés pour dissimuler des obstacles au commerce'.

Dans le cadre des initiatives concernant les forêts annoncées au Sommet, l'Initiative sur les forêts du bassin du Congo, qui fait intervenir l'OIBT en tant que partenaire, a été mentionnée. Le but de ce partenariat est de promouvoir le développement économique, l'atténuation de la pauvreté, une meilleure gouvernance et la conservation des ressources naturelles dans la région, par le soutien

d'un réseau de parcs nationaux, d'aires protégées et de concessions forestières bien gérées, et grâce à l'assistance fournie aux communautés. Le gouvernement des Etats-Unis s'est engagé à verser 53 millions de dollars durant la période 2002-2005 pour aider à mettre en oeuvre ce partenariat. Un partenariat similaire pour les forêts asiatiques a également été annoncé. Au cours du Sommet, l'OIBT a organisé une réunion satellite pour décrire certains des progrès réalisés en matière d'aménagement forestier durable grâce à son programme de projets. Des renseignements détaillés sur cette réunion peuvent être consultés au site www.itto.or.jp/inside/current_news/aug27_2002_success.html

La controverse des subventions accordées à l'agriculture a été abordée mais n'a pas été résolue au Sommet.

Dans un communiqué de presse affirmant l'heureuse réussite du Sommet, son Secrétaire général, Ntini Desai, a déclaré: "Il est impossible de savoir combien de ressources le Sommet a mobilisées mais nous savons qu'elles sont considérables. De plus, bon nombre de ces nouvelles ressources en attireront d'autres, qui renforceront sensiblement les efforts que nous consacrerons à porter le développement durable au niveau suivant ...".

En revanche, un communiqué de presse du Fonds mondial pour la nature a fait valoir que "le Plan de mise en oeuvre ne permettra pas de faire de grands progrès par rapport aux engagements pris à Rio et depuis ... Le piètre résultat de la conférence est aussi la conséquence des efforts délibérés de certains pays d'empêcher le Sommet de s'accorder sur de nouvelles cibles et de nouveaux calendriers."

Compte rendu d'A. Sarre